

Nous, les Flamands Roses, manifestons aujourd'hui à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida. Nous sommes pour la plupart homos et/ou trans. CertainEs d'entre nous sont séropositifVES pour le VIH, parfois depuis longtemps. Mais nous savons que le VIH ne nous concerne pas exclusivement : si beaucoup des séropositifVES d'entre nous ont été contaminéEs suite à une relation homosexuelle, nous savons que de nombreuses personnes sont séropositives suite à une relation hétérosexuelle ou à un échange de seringue par exemple. Nous manifestons aujourd'hui contre le sida dans le quartier Moulines, celui où notre local associatif se situe et où certainEs d'entre nous habitent. Nous savons que dans ce quartier, comme dans tout autre, nous croisons de nombreuses personnes séropositives comme nous mais qui ne partagent pas nos identités lesbiennes, gais, bis, trans. Nous en sommes néanmoins solidaires.

Nous manifestons parce que nous sommes séropositifVES, que nous n'en avons pas honte et que nous sommes solidaires de toutes les personnes séropositives. La visibilité, le rejet de la honte et la solidarité peuvent nous aider à combattre le VIH, par exemple en luttant ensemble contre la stigmatisation. Certaines circonstances de la vie exposent au VIH, en particulier la précarité, l'oppression, l'exclusion. En retour, les personnes séropositives courent le risque d'être précaires, opprimées, exclues.

Nous savons qu'il reste très difficile de révéler ou de parler de sa séropositivité dans de nombreux milieux, y compris dans le milieu LGBT. Il en résulte que la situation des personnes séropositives est souvent difficile et méconnue. Les élans généreux de solidarité volontiers relayés par les médias ne s'adressent presque jamais aux personnes séropositives. Il en est de même des campagnes de prévention, et même si elles ciblent des publics spécifiques : homosexuels ou toxicomanes par exemple. Ces campagnes contribuent à renforcer l'idée que tout le monde est séronégatif et que les séropositifVES sont irresponsables et transmettent le VIH, telLEs des criminellEs, en négligeant la prévention. Nous nous opposons à la pénalisation de la transmission du VIH. Nous voulons aussi que soient vulgarisées les données scientifiques récentes sur les risques réels de transmission ou de surcontamination lors des relations sexuelles selon le statut sérologique des partenaires.

Nous voulons que touTEs puissent avoir une sexualité choisie et libérée de toutes les oppressions car la domination masculine ou les tabous empêchent souvent de parler de sa sexualité avec sa, son ou ses partenaires et d'avoir des relations sexuelles sans risque.

La politique répressive actuelle en ce qui concerne les drogues nuit à la prévention (échange de seringue par ex.) et au confort des personnes séropositives (certaines utilisent le cannabis pour soulager les effets secondaires des traitements par ex.). Nous voulons que l'usage médical du cannabis soit autorisé. Nous voulons que l'usage des drogues soit dépénalisé.

Nous voulons que l'accès au dépistage soit généralisé. Nous soutenons les initiatives de dépistage rapide et notamment communautaire tel que cela est actuellement expérimenté à Lille (Com'Test).

Nous voulons que touTEs aient accès à l'information et aux moyens de prévention (préservatifs, gel, seringues par ex.) en particulier dans le milieu scolaire et universitaire, au travail, en prison.

Nous exigeons que les laboratoires pharmaceutiques adaptent le conditionnement des traitements aux différents usages qui peuvent en être faits. Nous exigeons que les traitements tiennent compte des différences entre hommes et femmes, et des interactions possibles avec les traitements des personnes trans. Nous voulons que des études soient effectuées sur le VIH chez les personnes trans.

Nous sommes solidaires des personnes qui, à l'Étranger, n'ont pas accès aux traitements anti-VIH récents. Certains laboratoires pharmaceutiques s'opposent à la fabrication de médicaments génériques par leurs concurrents locaux.

Les personnes Étrangères séropositives vivant en France sont dans une situation très difficile ; elles sont souvent précaires. Celles-ci n'ont pas de droit de séjour pour maladie si un traitement est

théoriquement disponible dans leur pays d'origine. Mais lorsque ce traitement n'est en réalité pas accessible, par exemple pour des questions de coût, leur expulsion équivaut à une condamnation à mort. De plus les préfetures violent le secret médical puisqu'elles doivent être informées par les médecins. Nous demandons la régularisation de toutes les sans-papiers sans condition. Le droit à la régularisation et au séjour doit être un principe inscrit dans la loi.

Les personnes séropositives peuvent éprouver de grandes difficultés à trouver ou conserver un emploi. Elles sont confrontées au besoin d'aménager leur temps de travail pour faire face aux moments où le poids de la maladie est trop lourd, ou pour prendre un traitement. Les employeurs acceptent mal les arrêts maladie répétés ou prolongés. Nous sommes inquiètes des projets gouvernementaux instaurant des contrats de travail qui prévoient une longue période pendant laquelle un employeur peut licencier son employé sans motif. Les personnes séropositives seraient particulièrement exposées à de tels licenciements, sans protection contre cette discrimination. De nombreuses personnes séropositives n'ont plus la force de travailler et bénéficient de mesures sociales solidaires : elles perçoivent des allocations, sont parfois aidées à domicile et le coût de leur traitement est pris en charge par la sécurité sociale. Mais le gouvernement envisage de réduire ou de supprimer certaines de ces allocations. De plus le système scandaleux des franchises médicales oblige les malades à payer pour leur maladie comme s'ils ou elles en étaient responsables. La réforme de l'hôpital avec notamment le système de la tarification à l'acte augmente encore le coût supporté directement par les malades. Ce système interdit de plus la prise en charge solidaire des soins des personnes précaires ou sans-papiers telle qu'elle était pratiquée jusqu'ici.

Nous fréquentons les lieux de drague homosexuelle. Nous y rencontrons des personnes au comportement homosexuel même si elles nous parlent de leur vie hétérosexuelle. Nous ne sommes pas sûres que celles-ci aient accès aux quelques informations et moyens disponibles dans nos milieux communautaires LGBT et nous le regrettons. Nous rencontrons aussi d'autres membres d'associations luttant contre l'homophobie et/ou les infections sexuellement transmissibles. Pourtant depuis la loi sur le racolage passif la police rend le travail de prévention de plus en plus difficile sur le terrain. Cette loi s'attaque également aux travailleurSEs du sexe, très exposés à la répression.

Nous protestons contre l'interdiction faite aux homosexuels de donner leur sang. Cette interdiction repose sur un amalgame entre *pratiques à risques* et *groupes à risques*. De plus l'Etablissement Français du sang établit un fichier d'homosexuels, ce qui est contraire à la loi.

Le 1er décembre est la journée mondiale de lutte contre le sida. Une journée est-elle suffisante pour attirer l'attention du public et des médias ? Car il s'agit bien d'une lutte, et nous savons que celle-ci croise nos luttes quotidiennes contre la précarité, le racisme, le sexisme, l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie.

Lille, le mardi 1er décembre 2009

Les Flamands Roses

Les Flamands Roses

J'En Suis, J'Y Reste – Centre Lesbien Gai Bi et Trans de Lille Nord Pas-de-Calais

19 rue de Condé 59000 Lille

03 20 52 28 68

www.lesflamandsroses.com

lesflamandsroses@yahoo.fr

**Manifestation le mardi 1er décembre à Lille
Rassemblement 19h30 Métro Porte de Douai (Moulines)**

**Rendez-vous au J'En Suis, J'Y reste - 19 rue de Condé
après la manifestation.**